

**Mesdames et Messieurs les Présidentes et  
Présidents de conseil départemental**

**Mesdames et Messieurs les Payeures et Payeurs  
départementaux**

La directrice

Paris, le 11 avril 2017

Dossier suivi par

Julie Reynaud – Tél : 01 53 91 21 71  
[julie.reynaud@cnsa.fr](mailto:julie.reynaud@cnsa.fr)

Référence : CNSA n° 2017-055006

**Objet : Notification initiale des concours nationaux pour l'année 2017 :**

- **Concours correspondant au forfait autonomie (FA)**
- **Concours correspondant aux autres actions de prévention (AAP)**

**P.J. : 2 pièces jointes (tableaux) :**

- . Concours FA 2017 / Prévisionnel (P.J.1)
- . Concours AAP 2017 / Prévisionnel (P.J.2)

**Copies : Monsieur le Président de l'Assemblée des départements de France**

**Messieurs les Directeurs généraux de l'action sociale, des collectivités locales, de la sécurité sociale, du budget et des finances publiques**

**Mesdames et Messieurs les Préfètes et Préfets de département**

**Mesdames et Messieurs les Directrices et Directeurs financiers des services départementaux**

La présente notification a tout d'abord pour objet de préciser les conditions de versement par la CNSA des deux concours nationaux relatifs à la conférence des financeurs et de leurs acomptes en référence à l'arrêté du 9 mars 2017.

Elle précise également les informations sur la transmission des éléments nécessaires au calcul des soldes au titre de 2017.

# 1- Modalités de calcul et versement des acomptes<sup>1</sup>

## 1-1. Montant des concours et des acomptes

- Les montants annuels des deux concours sont fixés par un arrêté annuel<sup>2</sup>. Les articles R14-10-42-1 à 6 du code de l'action sociale et des familles fixent les modalités de calcul et de versement des deux concours.
- Ils sont répartis entre les départements/métropoles de la façon suivante :
  - L'enveloppe globale affectée au concours au titre des aides techniques individuelles, des actions de prévention et des autres actions collectives de prévention est répartie en fonction du nombre de personnes âgées 60 ans et plus : **140 M€** pour 2017 ;
  - Le concours au titre du forfait autonomie est réparti en fonction du nombre de places autorisées dans les résidences autonomie éligibles au forfait autonomie : **40 M€** pour 2017.
- Les deux concours sont chacun notifiés au plus tard le 31 mars de l'année et font l'objet au plus tard à cette date d'un acompte de **70 %** de leur montant annuel (cf. §1-2).
- Chacune des enveloppes constitue un montant maximal, qui sera éventuellement diminué des crédits non utilisés au titre de l'année précédente (2016).

Il est à noter que les dispositions du concours correspondant au forfait autonomie ne sont pas applicables aux départements et collectivités d'outre-mer.

*Les tableaux de répartition et les échéanciers d'acomptes des concours prévisionnels figurent en P.J.1 et 2.*

## 1-2. Calcul des soldes 2017

Lorsque les crédits attribués au titre d'un exercice précédent n'ont pas été utilisés par un département, une régularisation est effectuée en prélevant les sommes nécessaires sur le montant du concours de l'exercice en cours alloué à ce département, après répartition. Ainsi, les soldes du concours 2017 des départements éventuellement concernés seront réduits selon la consommation effective des crédits en 2016, transmise au 30 juin 2017.

Ainsi, le versement du solde de chaque département dépend :

- **du critère de répartition** de chacune des deux enveloppes (cf. § 1-1)
- **des dépenses éligibles aux concours, engagées en 2016.**

En effet, **pour les dépenses 2016 uniquement**, compte tenu de la période nécessaire à la mise en place des actions, **il a été décidé de retenir les dépenses engagées au 31/12/2016** pour les actions éligibles aux concours forfait autonomie et autres actions de prévention.

→ Les dépenses engagées sont déterminées en considérant la notion suivante de l'engagement juridique : **l'engagement juridique** est l'acte par lequel un organisme public crée ou constate à son encontre une obligation de laquelle résultera une charge financière. Cette obligation résulte notamment d'un contrat, d'un marché, d'une convention, d'une lettre de commande, d'un acte de vente, d'une délibération, d'un texte juridique... Il est saisi dans la comptabilité d'engagement pour son montant total et fera l'objet éventuellement de mandatements successifs.

Le versement des deux soldes sera effectué au 30 septembre du même exercice que l'acompte (2017), sous réserve que le département ou la métropole ait communiqué les documents au 15 septembre (cf. § 2-1). Dans le cas contraire, la CNSA suspendra le versement du solde concerné jusqu'à ce que le département ait envoyé les documents.

<sup>1</sup> Articles L14-10-10 et R14-10-42-1 à 6 du code de l'action sociale et des familles

<sup>2</sup> Arrêté du 9 mars 2017, paru au JORF du 7 avril 2017

## 2- Transmission des documents à la CNSA

### 2-1. Données à transmettre à la CNSA

En vertu de l'article R14-10-42-6, et à l'instar des concours APA et PCH, les départements communiquent à la CNSA **au 30 juin un état récapitulatif des dépenses** correspondant aux actions prévues aux 1°, 4° et 6° de l'article L. 233-1<sup>3</sup> et celles exposées pour des actions prévues au 2° du même article réalisées par le département au titre de la conférence des financeurs. Ils communiquent également le rapport d'activité et les données nécessaires au suivi de l'activité de la conférence des financeurs (articles R14-10-42-5 et R233-19).

En cas d'incohérences constatées sur les données par la CNSA, la limite de retour des données corrigées par le département est fixée au 31 août 2017 (article R14-10-42-5).

Pour votre information, de par l'**arrêté du 21 décembre 2016** relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 52 des départements et de leurs établissements publics administratifs, trois rubriques ont été créées au sein de la sous-fonction « 53 - Personnes âgées » :

- 531 Forfait autonomie
- 532 Autres actions de prévention
- 538 Autres

L'instruction budgétaire et comptable M. 57 (utilisée notamment par la Guyane, la Martinique et la métropole de Lyon) est également modifiée par un arrêté du 21 décembre 2016 avec la création des trois rubriques suivantes au sein de la sous-fonction « 423 Personnes âgées » :

- 4231 Forfait autonomie
- 4232 Autres actions de prévention
- 4238 Autres

**Ces rubriques permettent aux départements de recenser les dépenses de l'exercice 2017 qui devront être déclarées en 2018 à la Caisse pour le calcul des deux concours conférence des financeurs.**

De plus, pour la comptabilisation des concours par les départements (en recette), le compte 747814 « Dotation versée au titre de la Conférence des financeurs » est créé, ainsi que les deux subdivisions 7478141 « Part autonomie » et 7478142 « Part prévention ».

Pour plus de précision, la déclaration des dépenses 2017 (à effectuer au premier semestre 2018) devra mentionner les dépenses mandatées en 2017, à l'exclusion des dépenses déclarées au titre de 2016 et liquidées en 2017.

### 2-2. Modalités de transmission

- Cet état de dépense (cf. § 2-1) est inclus dans un fichier global comportant toutes les données à transmettre à la CNSA au titre de 2016.
- Un onglet spécifique à compléter est intitulé « 2-Etat des dépenses ». Ce fichier au format Excel est **disponible au téléchargement sur l'espace partagé de la conférence des financeurs** et sur demande à l'adresse : [conferencedesfinanceurs@cnsa.fr](mailto:conferencedesfinanceurs@cnsa.fr). Un guide de remplissage est également disponible sur les mêmes modalités.

La transmission de l'état des dépenses par le département doit être effectuée par message électronique comportant le document Excel et sa version signée et scannée.

L'adresse électronique est [racfppa@cnsa.fr](mailto:racfppa@cnsa.fr)

- \* **Les dépenses d'APA ne doivent pas être indiquées dans cet état mais dans l'état récapitulatif des dépenses d'APA.**

<sup>3</sup> Décrets n°2016-209 et n°2016-210 du 26 février 2016

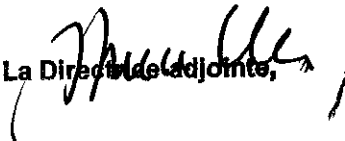
La présente note ainsi que les tableaux de répartition sont publiés sur le **site internet de la CNSA**, Rubrique « Compensation de la perte d'autonomie », « Financement des prestations ».

Les documents sont également accessibles sur l'extranet avec votre code habituel, dans la rubrique « Groupes de travail », Thème « Infos CNSA », Titre « Notification initiale des concours 2017 conférence des financeurs ».

La direction des affaires générales et financières de la CNSA est à votre disposition et à celle de vos services pour répondre à toute demande d'information complémentaire.

✓

Geneviève GUEYDAN

La Directrice Adjointe,  


Béatrice GUENEAU-CASTILLA

**Concours autres actions de prévention 2017****TOTAL PREVISIONNEL et ACOMPTE**

APPLICATION DE LA FORMULE DE RÉPARTITION PAR DÉPARTEMENT SUR LA BASE DES DONNEES DISPONIBLES AU 31/12/2016

Montant du concours correspondant aux autres actions de prévention (arrêté du 9 mars 2017)	140 000 000,00 €
Acomptes correspondant à 70% du montant, à verser au 31 mars (article R14-10-42-3 du CASF)	98 001 000,00 €

Critères (décret n° 2016-212 du 26 février 2016 - article R14-10-42-1 du CASF)

Formule :  $Fd = A \times Pad / \Sigma Pad$

Fd = fraction attribuée à chaque département/métropole  
A = montant total des crédits attribués au niveau national  
PAd = nombre de personnes âgées de 60 ans et plus (INSEE)

Euros

Départements	Population de 60 ans et plus	Montant prévisionnel du concours AAP	Acompte
	Données au 31/12/2016	100%	70%
01 AIN	141 319	1 214 793	850 000
02 AISNE	135 442	1 164 273	815 000
03 ALLIER	112 142	963 984	675 000
04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	50 944	437 920	307 000
05 HAUTES-ALPES	41 035	352 741	247 000
06 ALPES-MARITIMES	317 338	2 727 870	1 910 000
07 ARDÈCHE	96 738	831 570	582 000
08 ARDENNES	72 349	621 919	435 000
09 ARIÈGE	48 755	419 103	293 000
10 AUBE	82 559	709 686	497 000
11 AUDE	114 781	986 669	691 000
12 AVEYRON	92 215	792 690	555 000
13 BOUCHES-DU-RHÔNE	499 489	4 293 659	3 006 000
14 CALVADOS	181 831	1 563 038	1 094 000
15 CANTAL	49 789	427 991	300 000
16 CHARENTE	108 638	933 864	654 000
17 CHARENTE MARITIME	208 150	1 789 279	1 252 000
18 CHER	96 583	830 237	581 000
19 CORRÈZE	79 091	679 874	476 000
20a CORSE-DU-SUD	42 553	365 790	256 000
20b HAUTE-CORSE	48 871	420 100	294 000
21 CÔTE-D'OR	136 757	1 175 577	823 000
22 CÔTES-D'ARMOR	187 035	1 607 772	1 125 000
23 CREUSE	43 505	373 973	262 000
24 DORDOGNE	143 531	1 233 807	864 000
25 DOUBS	128 981	1 108 734	776 000
26 DRÔME	133 653	1 148 895	804 000
27 EURE	141 833	1 219 211	853 000
28 EURE-ET-LOIR	108 741	934 749	654 000
29 FINISTÈRE	254 329	2 186 238	1 530 000
30 GARD	209 208	1 798 374	1 259 000
31 HAUTE-GARONNE	281 811	2 422 477	1 696 000
32 GERS	63 824	548 638	384 000
33 GIRONDE	372 073	3 198 378	2 239 000
34 HÉRAULT	294 569	2 532 146	1 773 000
35 ILLE-ET-VILAINE	231 213	1 987 531	1 391 000
36 INDRE	75 084	645 430	452 000
37 INDRE ET LOIRE	160 002	1 375 394	963 000
38 ISÈRE	283 303	2 435 302	1 705 000
39 JURA	73 163	628 917	440 000
40 LANDES	121 391	1 043 490	730 000
41 LOIR-ET-CHER	99 803	856 198	599 000
42 LOIRE	208 534	1 792 580	1 255 000
43 HAUTE-LOIRE	66 627	572 733	401 000
44 LOIRE-ATLANTIQUE	313 700	2 696 598	1 888 000

Départements	Population de 60 ans et plus	Montant prévisionnel du concours AAP	Acompte
	Données au 31/12/2016	100%	70%
45 LOIRET	167 313	1 438 240	1 007 000
46 LOT	61 165	525 781	368 000
47 LOT-ET-GARONNE	106 232	913 181	639 000
48 LOZÈRE	23 635	203 169	142 000
49 MAINE-ET-LOIRE	196 428	1 688 515	1 182 000
50 MANCHE	148 924	1 280 166	896 000
51 MARNE	137 973	1 186 030	830 000
52 HAUTE-MARNE	53 669	461 344	323 000
53 MAYENNE	81 982	704 726	493 000
54 MEURTHE-ET-MOSELLE	177 342	1 524 450	1 067 000
55 MEUSE	52 228	448 957	314 000
56 MORBIHAN	217 474	1 869 429	1 309 000
57 MOSELLE	255 635	2 197 465	1 538 000
58 NIÈVRE	74 092	636 903	446 000
59 NORD	553 711	4 759 757	3 332 000
60 OISE	175 163	1 505 719	1 054 000
61 ORNE	87 820	754 910	528 000
62 PAS-DE-CALAIS	342 138	2 941 054	2 059 000
63 PUY-DE-DÔME	173 937	1 495 180	1 047 000
64 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	194 512	1 672 045	1 170 000
65 HAUTES-PYRÉNÉES	74 396	639 516	448 000
66 PYRÉNÉES-ORIENTALES	146 510	1 259 415	882 000
67 BAS-RHIN	256 119	2 201 625	1 541 000
68 HAUT-RHIN	184 567	1 586 557	1 111 000
69 RHÔNE *	102 948	884 952	619 000
69 METROPOLE DE LYON *	278 643	2 395 244	1 677 000
70 HAUTE-SAÔNE	66 492	571 572	400 000
71 SAÔNE-ET-LOIRE	171 350	1 472 942	1 031 000
72 SARTHE	151 847	1 305 293	914 000
73 SAVOIE	107 510	924 167	647 000
74 HAUTE-SAVOIE	169 522	1 457 229	1 020 000
75 PARIS	469 269	4 033 885	2 824 000
76 SEINE-MARITIME	307 967	2 647 316	1 853 000
77 SEINE-ET-MARNE	260 230	2 236 964	1 566 000
78 YVELINES	295 225	2 537 785	1 776 000
79 DEUX-SÈVRES	106 111	912 141	638 000
80 SOMME	140 388	1 206 790	845 000
81 TARN	117 621	1 011 082	708 000
82 TARN-ET-GARONNE	70 265	604 005	423 000
83 VAR	323 670	2 782 301	1 948 000
84 VAUCLUSE	149 238	1 282 865	898 000
85 VENDÉE	192 500	1 654 750	1 158 000
86 VIENNE	117 004	1 005 779	704 000
87 HAUTE-VIENNE	111 607	959 385	672 000
88 VOSGES	106 589	916 250	641 000
89 YONNE	100 307	862 249	604 000
90 TERRITOIRE DE BELFORT	34 207	294 047	206 000
91 ESSONNE	249 189	2 142 054	1 499 000
92 HAUTS-DE-SEINE	307 462	2 642 975	1 850 000
93 SEINE-SAINT-DENIS	254 691	2 189 350	1 533 000
94 VAL-DE-MARNE	264 307	2 272 010	1 590 000
95 VAL-D'OISE	215 781	1 854 876	1 298 000
971 GUADELOUPE	90 665	779 366	546 000
972 MARTINIQUE	94 571	812 942	569 000
973 GUYANE	20 165	173 340	121 000
974 RÉUNION	127 385	1 095 015	767 000
975 SAINT-PIERRE-et-MIQUELON	1 187	10 204	7 000
976 MAYOTTE	9 458	81 302	57 000
977 SAINT-BARTHELEMY	1 235	10 616	7 000
978 SAINT-MARTIN	3 796	32 628	23 000
<b>TOTAL</b>	<b>16 286 449</b>	<b>140 000 000</b>	<b>98 001 000</b>

**Concours forfait autonomie 2017****TOTAL PREVISIONNEL et ACOMPTE****APPLICATION DE LA FORMULE DE RÉPARTITION PAR DÉPARTEMENT SUR LA BASE DES DONNEES DISPONIBLES AU 31/12/2016**

Montant du concours correspondant au forfait autonomie (arrêté du 9 mars 2017)	40 000 000,00 €
Acomptes correspondant à 70% du montant, à verser au 31 mars (article R14-10-42-3 du CASF)	27 997 000,00 €

Critères (décret n° 2016-212 du 26 février 2016 - article R14-10-42-2 du CASF)

Formule :  $Fd = A \times PRad / \Sigma PRAd$

Fd = fraction attribuée à chaque département/métropole

A = montant total des crédits attribués au niveau national

PRAd = nombre de places autorisées dans les résidences autonomie éligibles (FINESS)

Euros

Départements	Nombre de places autorisées	Montant prévisionnel du concours FA	Acompte
	Données au 31/12/2016	100%	70%
01 AIN	1 400	456 216	319 000
02 AISNE	436	142 079	99 000
03 ALLIER	406	132 303	93 000
04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	227	73 972	52 000
05 HAUTES-ALPES	57	18 574	13 000
06 ALPES-MARITIMES	1 392	453 609	318 000
07 ARDÈCHE	683	222 568	156 000
08 ARDENNES	366	119 268	83 000
09 ARIÈGE	116	37 801	26 000
10 AUBE	510	166 193	116 000
11 AUDE	234	76 253	53 000
12 AVEYRON	367	119 594	84 000
13 BOUCHES-DU-RHÔNE	2 957	963 592	675 000
14 CALVADOS	2 297	748 519	524 000
15 CANTAL	78	25 418	18 000
16 CHARENTE	546	177 924	125 000
17 CHARENTE MARITIME	1 148	374 097	262 000
18 CHER	626	203 994	143 000
19 CORRÈZE	577	188 026	132 000
21 CÔTE-D'OR	295	96 131	67 000
22 CÔTES-D'ARMOR	797	259 717	182 000
23 CREUSE	79	25 744	18 000
24 DORDOGNE	843	274 707	192 000
25 DOUBS	718	233 973	164 000
26 DRÔME	602	196 173	137 000
27 EURE	2 127	693 122	485 000
28 EURE-ET-LOIR	346	112 750	79 000
29 FINISTÈRE	510	166 193	116 000
30 GARD	911	296 866	208 000
31 HAUTE-GARONNE	1 089	354 871	248 000
32 GERS	111	36 171	25 000
33 GIRONDE	4 407	1 436 101	1 005 000
34 HÉRAULT	299	97 435	68 000
35 ILLE-ET-VILAINE	1 179	384 199	269 000
36 INDRE	195	63 544	44 000
37 INDRE ET LOIRE	1 443	470 228	329 000
38 ISÈRE	2 134	695 403	487 000
39 JURA	682	222 242	156 000
40 LANDES	45	14 664	10 000
41 LOIR-ET-CHER	472	153 810	108 000
42 LOIRE	1 856	604 811	423 000
43 HAUTE-LOIRE	60	19 552	14 000
44 LOIRE-ATLANTIQUE	1 561	508 680	356 000
45 LOIRET	857	279 269	195 000
46 LOT	621	202 364	142 000

Départements	Nombre de places autorisées	Montant prévisionnel du concours FA	Acompte
	Données au 31/12/2016	100%	70%
47 LOT-ET-GARONNE	643	209 533	147 000
48 LOZÈRE	66	21 507	15 000
49 MAINE-ET-LOIRE	3 530	1 150 315	805 000
50 MANCHE	1 512	492 713	345 000
51 MARNE	2 067	673 570	471 000
52 HAUTE-MARNE	292	95 154	67 000
53 MAYENNE	456	148 596	104 000
54 MEURTHE-ET-MOSELLE	2 396	780 780	547 000
55 MEUSE	331	107 862	76 000
56 MORBIHAN	1 374	447 743	313 000
57 MOSELLE	2 330	759 273	531 000
58 NIÈVRE	253	82 445	58 000
59 NORD	5 443	1 773 701	1 242 000
60 OISE	2 518	820 536	574 000
61 ORNE	1 061	345 746	242 000
62 PAS-DE-CALAIS	3 368	1 097 524	768 000
63 PUY-DE-DÔME	725	236 254	165 000
64 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	686	223 546	156 000
65 HAUTES-PYRÉNÉES	180	58 656	41 000
66 PYRÉNÉES-ORIENTALES	540	175 969	123 000
67 BAS-RHIN	960	312 834	219 000
68 HAUT-RHIN	1 470	479 026	335 000
69 RHÔNE	1 104	359 759	252 000
69 METROPOLE DE LYON	3 534	1 151 618	806 000
70 HAUTE-SAÔNE	462	150 551	105 000
71 SAÔNE-ET-LOIRE	2 036	663 468	464 000
72 SARTHE	2 042	665 423	466 000
73 SAVOIE	837	272 752	191 000
74 HAUTE-SAVOIE	689	224 523	157 000
75 PARIS	6 628	2 159 855	1 512 000
76 SEINE-MARITIME	6 378	2 078 388	1 455 000
77 SEINE-ET-MARNE	2 226	725 383	508 000
78 YVELINES	2 798	911 779	638 000
79 DEUX-SÈVRES	696	226 804	159 000
80 SOMME	283	92 221	65 000
81 TARN	287	93 524	65 000
82 TARN-ET-GARONNE	131	42 689	30 000
83 VAR	1 733	564 730	395 000
84 VAUCLUSE	1 080	351 938	246 000
85 VENDÉE	938	305 664	214 000
86 VIENNE	1 294	421 673	295 000
87 HAUTE-VIENNE	485	158 046	111 000
88 VOSGES	562	183 138	128 000
89 YONNE	32	10 428	7 000
90 TERRITOIRE DE BELFORT	123	40 082	28 000
91 ESSONNE	3 328	1 084 489	759 000
92 HAUTS-DE-SEINE	3 200	1 042 778	730 000
93 SEINE-SAINT-DENIS	3 163	1 030 721	722 000
94 VAL-DE-MARNE	3 366	1 096 872	768 000
95 VAL-D'OISE	2 451	798 703	559 000
<b>TOTAL</b>	<b>122 749</b>	<b>40 000 000</b>	<b>27 997 000</b>